

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Gestion des ordures ménagères : pour une approche participative ?

L'INCIVISME des populations serait-elle à l'origine du problème de l'insalubrité à Libreville ? Ou de l'inefficacité des services de ramassage ? Des environnementalistes s'invitent à la réflexion et conseillent une stratégie simple et des pratiques domestiques. Lecture.

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

LIBREVILLE n'est plus cette commune coquette d'il y a quelques décennies. Tant son image est constamment écornée par des images déshonorantes que nous renvoient les tas d'ordures qui s'amoncellent à l'intérieur des quartiers. Les entreprises de ramassage se succèdent. Le programme de la Journée citoyenne ne se pratique presque plus. À l'Hôtel de Ville, les responsables arrivent et passent. Mais le problème demeure. Dépassé par la situation, le gouvernement vient de responsabiliser les mairies. Ainsi, dans un communiqué rendu récemment public, l'édile de Libreville a invité ses concitoyens à respecter les horaires de dépôt des ordures dans les bacs, menaçant de peines d'amendes pour tout contrevenant. Marchera, marchera pas ? s'interroge JM, membre de l'ONG Image Gabon nature qui œuvre pour l'éducation environnementale et le développement durable. "On ne serait plus aujourd'hui confronté au phénomène d'insalubrité, si l'ensemble des populations citadines avaient compris la nécessité de protéger l'environnement. De la débarrasser de toutes les immondices qui jonchent nos rues et qui sont préjudiciables à la santé humaine. Toutes les initiatives du gouvernement ne semblent pas produire les fruits attendus. L'incivisme des populations se cristallise et annihile les efforts des éboueurs", fait-il remarquer.

Non sans suggérer quelques pistes de solutions au problème. "J'exhorte les conseils municipaux qui, désormais, se chargent du dossier, d'instituer une lutte plurielle contre les ordures, de former un bloc

avec les ONG et les associations. L'objectif est celui d'amener les populations à développer les stratégies d'autogestion de leurs ordures ménagères, comme cela se passe dans nos villages. Ces dernières doivent désormais apprendre à les traiter depuis leur ménage par un tri des ordures dégradables, biodégradables à incinérer ou à en faire le compostage et des ordures non dégradables, à les déposer aux horaires autorisés dans les bacs publics".

"De façon pratique, soutient son collègue, il suffit que chaque habitant se procure un fût ou creuse une fosse dans lesquels il brûlera les ordures dégradables et biodégradables derrière son domicile. À partir de là, un grand volume d'ordures ménagères sera éliminé à la base. Ne constatons-nous pas tous que dans les villages il n'y a pas de poubelle publique et que les questions d'insalubrité et de pollution de l'environnement ne se posent presque pas ? C'est ce procédé d'autogestion des ordures qui est en marche".

De son côté, Modeste Ango Renamy, écologiste spécialiste des mangroves et partenaire de l'ONG Plumea (Programme de lutte pour la réhabilitation des mangroves et des écosystèmes aquatiques), estime qu'à défaut d'avoir des solutions miracles, il faudrait créer avec les agents civils, une police de l'environnement dans chaque

Cerise sur le gâteau, Ève, partenaire de l'ONG Plumea, pense qu'on devrait repenser la Journée citoyenne dans une approche participative et dynamique : entreprises de ramassage, mairies, Génie militaire, populations et organisations volontaires.



Photo: IMM

La gestion des ordures ménagères devrait s'orienter vers une approche participative.

arrondissement. Elle surveillera autour des poubelles des quartiers, veillera au respect des horaires de dépôt des ordures et obligera les riverains à les jeter dans les bacs. Il souhaite, par la même occasion, le renforcement de l'autorité des chefs de quartier, l'exigence de l'implication de ces derniers dans la lutte contre l'insalubrité dans leur périmètre administratif.

Cerise sur le gâteau, Ève, partenaire de l'ONG Plumea, pense qu'on devrait repenser la Journée citoyenne dans une approche participative et dynamique : entreprises de ramassage, mairies, Génie militaire, populations et organisations volontaires.

Autogestion ?

IMM
Libreville/Gabon

VENIR à bout du phénomène de l'insalubrité à Libreville et de la pollution de notre environnement citadin, c'est avant tout une question de changement de paradigme de lutte. Il s'agirait de définir une nouvelle politique de gestion et de traitement des ordures ménagères dans nos grandes villes où la poussée démographique s'impose à cause, en grande partie, de l'exode rural. À côté des entreprises de ramassage des déchets de ménages, plutôt à la peine, la responsabilité des mairies et les actions

ponctuelles des associations et autres organisations non gouvernementales, il faudrait impliquer les populations. Elles-mêmes étant les principales productrices d'ordures.

Or, pour que les populations parviennent à autogérer leurs ordures ménagères et participer activement à la lutte contre l'insalubrité dans la cité, elles devraient être encadrées par une politique incitative et dynamique. Celle qui permet à ces dernières de développer les conditions et les stratégies domestiques de traitement des déchets. Entre autres, le procédé des fûts ou des fosses avec le tri et l'incinération d'un type d'ordures.